

Unité départementale de Rouen-Dieppe
Cité Administrative
38 cours Clémenceau
BP 86002
76032 Rouen Cedex

Rouen, le 29/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NESTLE France

Zone Rouge
Z.I. de Rouxmesnil Bouteilles
76370 Rouxmesnil-Bouteilles

Références : -
Code AIOT : 0005800523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement NESTLE France implanté Zone Rouge BP 521 76370 Rouxmesnil-Bouteilles. L'inspection a été annoncée le 11/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été programmée suite à l'envoi fin 2025 d'une fiche d'incident lié à un dégazage d'ammoniac à l'atmosphère en octobre 2023 lors de l'installation de l'extension du réseau de froid par un désurchauffeur permettant la récupération de chaleur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE France
- Zone Rouge BP 521 76370 Rouxmesnil-Bouteilles
- Code AIOT : 0005800523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Nestlé de Dieppe est le site de production de Nescafé, Ricoré, Starbucks et du chocolat en poudre Nestlé. Le site reçoit par bateau, au port du Havre, 36 000 tonnes de café provenant de 8 pays producteurs. Le site dispose de 480 salariés, dont 420 en CDI.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a eu lieu après l'échéance pour la réalisation de l'inspection périodique de l'ensemble frigorifique fonctionnant à l'ammoniac. Celle-ci devait être réalisée avant le 14 mars 2026. L'organisme habilité a réalisé les contrôles nécessaires le 10 mars 2026. Toutefois, constatant que l'extension du désurchauffeur était en irrégularité (manque du contrôle après intervention pour l'extension du réseau de froid), l'inspection périodique n'a pas été prononcée, même si le reste de l'installation était conforme.

En effet l'exploitant et l'organisme habilité considèrent l'installation NH3 comme un ensemble unique, intégrant l'ensemble des extensions du réseau. Ainsi si l'une des extensions est en défaut, c'est l'intégralité de l'installation qui doit être à l'arrêt en cas d'irrégularité ou de défaut puisqu'il ne s'agit que d'un seul et unique ensemble. Au jour de l'inspection, seule l'extension du désurchauffeur était à l'arrêt, le reste de l'installation de froid continuant à fonctionner bien que l'inspection périodique n'ait pas été prononcée pour l'ensemble.

Afin d'éviter d'autres difficultés ultérieures dès lors qu'un sous-ensemble est en anomalie, il est conseillé à l'exploitant de veiller à réaliser les contrôles réglementaires sur des sous-ensemble de l'installation complète, afin de ne pas devoir mettre à l'arrêt l'intégralité de l'installation de froid et mettre en péril la production.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	CTP installations frigorifiques	Autre du 23/07/2020, article A.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	CTP installations frigorifiques	Autre du 23/07/2020, article A.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Liste des appareils à	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pression			
6	Interventions notables	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 28	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Attestation de conformité d'intervention	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Rédaction et approbation d'un plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis l'inspection de 2021, l'exploitant a poursuivi ses efforts sur le suivi en service de ses équipements. Il doit en revanche revoir ses procédures en termes de formation de son personnel (ESP et installations frigorifiques).

En revanche, il est rappelé à l'exploitant que tout incident doit être déclaré dans les meilleurs délais, comme exigé à l'article L557-49 du code de l'environnement :

"Tout opérateur économique, tout exploitant et tout organisme habilité porte, dès qu'il en est informé, à la connaissance de l'autorité administrative concernée :

1° Tout accident occasionné par un produit ou un équipement ayant entraîné mort d'homme ou ayant provoqué des blessures ou des lésions graves ;

2° Toute rupture accidentelle en service d'un produit ou d'un équipement soumis à au moins une opération de contrôle prévue à l'article L. 557-28. [...]"

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée :

Article 5

I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches.

Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger.

Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction.

II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.

Constats :

Le site dispose de plusieurs équipements répondant aux exigences de l'article 7 de l'arrêté ministériel (PsxV>10 000 bars.l). La reconnaissance par l'exploitant des personnes aptes à la conduite des équipements soumis à l'article 7 est donc nécessaire.

Lors de l'inspection, l'exploitant a transmis une fiche d'émargement de la formation " s'approprier la réglementation des ESP " réalisée en mai 2024, confirmant que MM HEDIN, JULIEN, FECAMP, THOMINETTE, LOEUILLET et DUDORET ont bien suivi la formation. Une attestation de formation datant de 2023 concernant M. MASIK a également été produite pour la même formation.

Bien que le personnel ait suivi une formation spécifique, aucune reconnaissance par l'exploitant de l'aptitude ces personnes à conduire des ESP n'a été produite, et la périodicité de renouvellement de cette reconnaissance n'est pas non plus précisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet la reconnaissance de son personnel chargé des opérations d'exploitation et de maintenance des équipements sous pression soumis à l'article 7 de l'arrêté ministériel. Il précise également la périodicité retenue pour renouveler cette reconnaissance professionnelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : CTP installations frigorifiques

Référence réglementaire : Autre du 23/07/2020, article A.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, Compétences et formations du personnel – personne habilitée

Prescription contrôlée :

Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020 :

Définitions :

Personne habilitée : au titre du présent CTP, la personne habilitée est la personne compétente au titre de l'AM 20/11/2017 art.2 §4. Pour satisfaire aux compétences requises de cette personne

désignée par l'exploitant, une habilitation est délivrée.

A.5.1 Personne habilitée

L'habilitation est la reconnaissance de la capacité à accomplir les tâches fixées. Elle est de la responsabilité de l'employeur et fait l'objet d'une traçabilité. L'habilitation peut porter sur un ou plusieurs des points suivants :

- Rédaction du Plan d'Inspection AM 20/11/2017 art.13 §VII;
- Vérification initiale AM 20/11/2017 art.11§III et art.11§V ;
- Report du marquage des équipements ;
- Inspection périodique des équipements AM 20/11/2017 art.17-VI second tiret ;
- Examen complémentaire.

Elle n'est accordée qu'aux personnes ayant suivi une formation dans ces domaines.

L'employeur définit le rôle et les missions de la personne habilitée et précise ses fonctions par rapport à celles des autres intervenants dans le domaine des équipements sous pression et de leur suivi en exploitation. L'employeur a une procédure documentée (référéncée dans le titre d'habilitation) précisant les conditions de maintien de cette habilitation. Cette procédure prévoit les mesures à prendre, notamment dans les cas suivants :

- mutation avec changement de dépendance hiérarchique ;
- changement de fonction ;
- restriction médicale ;
- constat du non-respect des règles régissant les opérations ;
- évolution des méthodes de travail ou d'intervention ;
- modification(s) importante(s) de la technologie mise en oeuvre ;
- niveau d'activité en inspection périodique insuffisant ;
- récusation de la personne compétente par l'autorité administrative compétente.

Cette procédure est tenue, par l'employeur de la personne habilitée, à disposition des agents de l'administration chargés de la surveillance des équipements sous pression.

Constats :

Les installations frigorifiques du site Nestlé sont suivies selon le CTP USNEF Installations frigorifiques de 2020. En conséquence, le personnel en charge de la conduite de ces équipements et de leur suivi doivent répondre aux exigences du CTP en termes de compétences.

Une désignation de personne compétente a été transmise durant l'inspection concernant M. Hédin, pour l'élaboration des plans d'inspection et leur mise en œuvre. Cette désignation équivaut à l'habilitation au titre de ce CTP (voir définition personne habilitée).

Toutefois, aucune procédure concernant les conditions de maintien de cette habilitation n'a été présentée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place et transmettre la procédure de conditions de maintien de la personne habilitée au titre du CTP froid.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : CTP installations frigorifiques

Référence réglementaire : Autre du 23/07/2020, article A.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Compétences et formations du personnel apte à la conduite
Prescription contrôlée : Cahier technique professionnel pour le suivi en service des systèmes frigorifiques sous pression du 23 juillet 2020 : A.5.3 Personnes aptes à la conduite L'exploitant s'assure que le personnel intervenant a les compétences requises pour la conduite de ses équipements sous pression soumis à DMS, telles que décrites dans l'Annexe V (AM 20/11/2017 art.5§I second tiret). La reconnaissance de cette aptitude est formalisée par la signature par l'exploitant soit: <ul style="list-style-type: none">• de la liste du personnel reconnu apte à la conduite ;• d'un titre d'aptitude « conduite équipements sous pression » ;• de tout autre document faisant référence à l'article 5§I second tiret de l'arrêté du 20 novembre 2017.
Constats : Concernant la conduite des installations par des personnes qualifiées, l'exploitant a transmis des attestations de formation du personnel en charge de l'exploitation des installations de froid (formations NH3). Ces attestations concernent M. Masik (juin 2023), M. Hedin (juin 2024), M. Lercier (avril 2024), M. Loeuillet (mars 2024). M. Hamel a également suivi la formation en mars 2024 mais l'attestation de formation n'a pas été transmise lors de la visite. Bien que le personnel ait été formé au risque ammoniac, l'exploitant n'a pas transmis la reconnaissance de la part du directeur du site de ce personnel dans les conditions prévues par le CTP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet la reconnaissance de son personnel pour la conduite des installations frigorifiques (qui peut être mutualisée si besoin avec la reconnaissance exigée par l'article 5 de l'arrêté ministériel). Il transmet également l'attestation de formation au risque ammoniac de M. Hamel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 6 III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les

<p>dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le tableau de suivi de ses équipements qui n'appelle pas de remarques. Toutefois quelques dates d'échéances de contrôles réglementaires doivent être complétées pour certains équipements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complète les quelques échéances de contrôles réglementaires manquantes dans le tableau de suivi de ses équipements sous pression.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Rédaction et approbation d'un plan d'inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 13</p> <p>[...]</p> <p>VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.</p> <p>Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.</p> <p>La mise en œuvre effective du plan d'inspection est surveillée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ou sous sa responsabilité ; - par l'exploitant lorsque le plan d'inspection le prévoit explicitement. <p>Un plan d'inspection est modifiable dans les conditions fixées dans le guide ou au cahier technique professionnel mentionné au IV du présent article. La modification est tracée.</p> <p>Si l'équipement change d'exploitant, le plan d'inspection est transféré avec la documentation. Le nouvel exploitant peut choisir de l'appliquer si les conditions d'exploitation sont identiques,</p>

d'élaborer un nouveau plan d'inspection, ou de suivre l'équipement selon le chapitre II du présent titre. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'installation d'ammoniac a fait l'objet de 2 extensions, dont la dernière en 2023 correspondant à l'ajout du désurchauffeur dont la mise en service a été effectuée en janvier 2024. En conséquence, le plan d'inspection (PI) de l'installation frigorifique a été revu en octobre 2024 (révision 1). Ce PI a été rédigé par la personne compétente (M. Hédin) le 09/10/2024 et validé par l'exploitant à la même date.</p> <p>En revanche, aucune approbation par l'organisme habilité ne semble avoir été réalisée sur cette évolution.</p> <p>Suite à l'ajout des double vannes sur le circuit du désurchauffeur, le plan d'inspection a de nouveau été révisé (révision 2) le 09 mars 2026 par la personne compétente et l'exploitant, puis approuvé par l'Apave le 26/03/2026 au moment de l'inspection du groupe froid, qui n'a pas été prononcée du fait de l'absence de CAI (voir point de contrôle n°6)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Interventions notables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 28
Thème(s) : Risques accidentels, Interventions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 28</p> <p>I. - Une intervention est considérée comme notable lorsqu'elle ne relève pas de l'article 27 et qu'elle est susceptible d'avoir une incidence sur la conformité de l'équipement aux exigences essentielles de sécurité qui lui sont applicables.</p> <p>A l'issue de l'intervention, l'exploitant ou la personne compétente ayant procédé à l'intervention établit une déclaration de conformité vis-à-vis des exigences définies, selon le cas, au II ou au III du présent article, pour les parties réparées ou modifiées. Cette déclaration est annexée au dossier d'exploitation.</p> <p>II. - Dans le cas où l'intervention est considérée comme notable, l'équipement est soumis à un contrôle après intervention dont l'objet est de vérifier qu'il satisfait toujours aux exigences essentielles de sécurité mentionnées, selon ses caractéristiques, aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement.</p> <p>Sauf justification argumentée de l'exploitant, les valeurs des coefficients de sécurité, pour le calcul des contraintes admissibles, ainsi que celles des coefficients de joint sont a minima celles retenues lors de la conception et la fabrication.</p> <p>III. - Pour les équipements régulièrement fabriqués antérieurement au marquage CE, le contrôle après intervention peut être réalisé en référence aux exigences essentielles de sécurité définies dans les articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement, dans les conditions particulières suivantes :</p> <p>a) L'analyse et l'évaluation des risques et des dangers ne sont pas exigibles ;</p> <p>b) La notice d'instructions n'est pas exigible ;</p> <p>c) Les matériaux d'origine ou des matériaux présentant des caractéristiques appropriées de résistance chimique aux fluides contenus et de soudabilité avec les matériaux en place sont utilisés ;</p> <p>d) Les accords préalables relatifs à la suppression ou au remplacement du traitement thermique</p>

<p>de détente par une mise sous pression hydraulique sont applicables.</p> <p>Ces équipements peuvent être modifiés ou réparés conformément aux dispositions techniques définies dans un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle, après avis de l'autorité de sûreté nucléaire pour les équipements sous pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base, publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2023, l'exploitant a ajouté, sur son installation frigorifique fonctionnant à l'ammoniac, un ensemble permettant la récupération de la chaleur (installation de tuyauteries et d'un désurchauffeur).</p> <p>Le guide Aquap 99-13 révision 4 de classification des interventions sur les équipements sous pression soumis à la réglementation française, définit la notabilité d'une intervention sur les ESP. Ainsi il y est précisé que l'ajout d'un ou de plusieurs équipements marqués CE à un ensemble frigorifique constitue une modification notable sans épreuve (page 11 du guide).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser, conformément à l'article 28 de l'arrêté ministériel, une déclaration de conformité et un contrôle après intervention par un organisme habilité avant de pouvoir mettre en service l'équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Attestation de conformité d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 30</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Interventions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 30</p> <p>I. - L'organisme habilité, dans le cas de l'article 28 du présent arrêté, ou l'exploitant, dans le cas de l'article 29 du présent arrêté, établit, à l'issue des travaux et sur la base des justificatifs qui lui sont éventuellement remis, une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement réparé ou modifié au regard des exigences du présent arrêté.</p> <p>II. - Les éléments du dossier d'exploitation mentionné à l'article 6 du présent arrêté sont mis à jour ou complétés par l'exploitant en fonction des travaux réalisés.</p> <p>III. - Il est interdit d'exploiter un équipement ayant fait l'objet d'un contrôle après intervention s'il ne dispose pas d'une attestation de conformité valide.</p> <p>IV. - En cas d'échec du contrôle après intervention, l'interdiction d'utilisation de l'équipement doit être formalisée. L'organisme habilité applique les dispositions prévues au 1er alinéa du III de l'article 25 du présent arrêté.</p>

<p>V. - Lorsqu'un équipement est dépourvu d'un des accessoires de sécurité permettant de garantir que toutes ses limites admissibles en pression et en température ne peuvent être dépassées, ou si un tel accessoire est équipé d'un dispositif d'isolement, neutralisant soit l'acquisition de la pression ou de la température, soit l'exécution d'une action de sécurité commandée, la sécurité d'exploitation de cet équipement fait l'objet d'une évaluation selon l'article 28 du présent titre. Les paragraphes 2.10 et 2.11 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE susvisée constituent le référentiel de cette évaluation. La présente disposition ne s'applique pas aux équipements pour lesquels l'exploitant peut prouver que le non-dépassement des limites admissibles est garanti par des accessoires de sécurité implantés sur les installations qui les alimentent, ou par les caractéristiques des procédés industriels mis en oeuvre à l'aide de ces équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit réaliser un contrôle après intervention pour l'extension de son installation d'ammoniac. Il doit également être destinataire d'une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement modifié et émise par l'OH. Le registre de l'équipement doit être mis à jour au regard de ces interventions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser un contrôle après intervention pour l'extension de son installation d'ammoniac. Il doit également être destinataire d'une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement modifié et émise par l'OH. Le registre de l'équipement doit être mis à jour au regard de ces interventions.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>